



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE

QUARANTIÈME SESSION

Budapest (Hongrie), 27 et 28 septembre 2017

Examen du rapport d'évaluation de la Commission européenne d'agriculture

Indications que l'Organe directeur est invité à donner

Dans le but renforcer les activités de la Commission européenne d'agriculture, les membres sont invités à:

- Communiquer leurs opinions sur le contenu de l'évaluation de la Commission européenne d'agriculture conformément aux indications contenues dans le rapport.

I. Introduction

1. En 2013, l'équipe d'évaluation des Bureaux régional et sous-régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale a recommandé, entre autres, de relancer la portée technique de la Commission européenne d'agriculture en tenant ses sessions indépendamment de celles de la Conférence régionale pour l'Europe. La Conférence régionale pour l'Europe (ERC), à sa vingt-neuvième session, a demandé à ce qu'un examen soit réalisé afin de déterminer si les objectifs de revitalisation de la Commission européenne d'agriculture (ECA) avaient été atteints. L'ECA à sa vingt-neuvième session en 2015 et l'ERC à sa trentième session ont confirmé cette recommandation et ont étendu le champ d'application de l'évaluation afin d'y inclure la contribution de l'ECA au travail de la FAO. Une évaluation a été menée par le Secrétariat entre octobre 2016 et avril 2017. Le Comité exécutif de l'ECA a examiné le rapport d'évaluation et propose à titre d'option, une version "améliorée" de la Commission qui répondrait aux exigences futures en termes de modalités de fonctionnement. Le résumé de cette évaluation est présenté dans la deuxième partie de ce document. Le rapport complet est disponible en ligne à l'adresse suivante: www.fao.org/europe/commissions/eca/eca-40/fr.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



mu351

II. Résumé de l'évaluation de la Commission européenne d'agriculture

A. Contexte, objectif et approche

2. La Commission européenne d'agriculture (ECA) de la FAO est l'un des six organes statutaires de la région Europe et Asie centrale. Elle comprend tous les États Membres de la FAO présents dans la région et a pour rôle de conseiller les membres et de les soutenir dans le cadre de la coopération en matière d'agriculture, de nutrition et de développement rural.

3. En 2002, les États Membres de l'ECA et la FAO ont convenu de relancer la portée technique de la Commission en modifiant, entre autres, la programmation des sessions et en les tenant simultanément à celles de l'ERC. En 2014, après la tenue simultanée de cinq sessions de l'ECA et de l'ERC, les Membres ont décidé de l'organisation de sessions distinctes à partir de 2015.

4. Suite à cette décision, en 2016, les Membres ont demandé au Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale d'évaluer si les objectifs de revitalisation de la Commission avaient été atteints, et d'analyser la contribution de cette dernière au travail de la FAO. La question principale de cette évaluation avait été définie comme suit: «Dans quelle mesure la Commission européenne d'agriculture fournit-elle des informations pertinentes et utiles à la Conférence régionale pour l'Europe concernant les questions relatives à l'agriculture en Europe et en Asie centrale, et quelle valeur ajoutée apportera-t-elle à cette tâche».

5. L'analyse était centrée sur la performance de l'ECA entre 2006 et 2016, en termes de pertinence, d'efficacité et d'efficacités. L'évaluation était axée sur l'avenir et fondée sur une approche consultative et transparente faisant intervenir des interactions fréquentes avec des parties prenantes clés, y compris concernant le cadre de référence et le projet de rapport. Des conclusions et suggestions ont été élaborées suite au recoupement des informations, des données et des éléments probants obtenus grâce à un examen approfondi des documents d'information, à des entretiens avec les parties prenantes, à une enquête par questionnaire adressée à tous les Membres de la Commission et à l'observation de certaines réunions.

6. Pour les besoins de l'analyse, l'évaluation a réparti les Membres de l'ECA en trois catégories, selon leur lien avec la FAO, notamment: les pays du Programme, qui bénéficient du soutien du Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale ou du Siège, par l'intermédiaire de projets financés par des ressources extrabudgétaires, de projets de coopération technique (PCT) et/ou de projets régionaux et mondiaux; les partenaires fournisseurs de ressources aux autres États Membres de l'Europe et de l'Asie Centrale par l'intermédiaire de la FAO; les Autres Membres, ne faisant pas partie des deux groupes précédents.

B. Principales conclusions

Composition

7. Dans la région Europe et Asie centrale, les adhésions à la FAO ont connu des variations importantes au cours de ces trois dernières décennies, avec une forte augmentation du nombre des Membres pendant les années 1990. Ces variations se sont répercutées sur la composition de l'ECA et la participation à la Conférence régionale pour l'Europe.

8. Les besoins et les attentes des Membres vis-à-vis de la Commission dépendent des variations et des tendances de nombreuses variables telles que les modèles et les politiques de développement agricole et de développement rural, la relation avec la FAO en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies ayant une mission à la fois normative et opérationnelle, et la portée géographique des politiques officielles des Membres en matière d'aide au développement. Ces variables ont toutes considérablement changé au fil du temps, ce qui a joué sur l'intérêt des Membres pour la Commission et leur engagement

envers elle. La diversité des Membres de l'ECA face à ces variables affecte par ailleurs leur perception de la valeur ajoutée apportée par la Commission.

Ordres du jour et organisation des sessions de l'ECA

9. En 2002, les Membres ont convenu du fait que l'ECA devait se pencher essentiellement sur les questions techniques. Cependant, la tenue de sessions simultanées avec celles de l'ERC a renforcé le rôle de la Commission dans la préparation de la Conférence régionale, conduisant à l'ajout à ses ordres du jour de questions liées au Programme et aux institutions de la FAO, au détriment de la finalité technique proprement dite de la Commission. Au cours de l'évaluation, les Membres ont réaffirmé leur intérêt pour une Commission servant de plateforme aux débats et aux échanges ayant trait aux questions techniques relevant de son mandat sectoriel. Le processus de mise en place de l'ordre du jour des sessions de l'ECA a été jugé transparent et détaillé, mais pas suffisamment inclusif et ne permettant donc pas d'assurer l'adhésion des Membres.

10. La qualité de la performance a fréquemment été associée à l'organisation des travaux de session de l'ECA qui doivent, selon l'avis général, favoriser une forte participation de l'ensemble des Membres, et en particulier des États Membres du Programme, au débat technique. Bien que des progrès aient été constatés à cet égard au cours de la dernière session, il subsistait une certaine insatisfaction.

11. La programmation des sessions de l'ECA a varié au cours des dernières décennies en fonction des variations de la conception que les Membres entretiennent du rôle de celle-ci. La tenue de sessions indépendantes pour l'ECA et l'ERC en 2015 et 2016 a surtout été appréciée par les parties prenantes, mais n'a pas suffi à renforcer l'attractivité de la Commission. De plus, aucune corrélation n'a pu être établie entre la programmation des sessions de l'ECA et de l'ERC, et le nombre de délégations et de participants présents. De manière générale, tous les éléments réunis semblent indiquer que la programmation, la durée et la localisation des sessions de l'ECA doivent être déterminés par l'objectif et le rôle de la Commission, et non pas influés sur ceux-ci.

Profils des délégués

12. La participation aux sessions de l'ECA semble dépendre de divers facteurs, dont les restrictions budgétaires, l'ensemble des relations avec la FAO et la prise en charge de l'ECA au sein des administrations nationales. La participation des délégations des pays Membres à l'ECA n'a été proche du quorum qu'en 2006, avec 56 pour cent des Membres; elle dépassait les 60 pour cent à toutes les autres sessions.

13. La proportion des représentants des ministères de l'agriculture et organismes connexes a augmenté de façon presque systématique à partir de 2006, ce qui s'est avéré conforme au désir de renforcer la portée technique de l'ECA. L'évaluation a également révélé un taux de rotation élevé parmi les participants, dont une très grande majorité n'étaient présents qu'aux séances de l'un ou de l'autre organe ou, dans le meilleur des cas, à l'un ou l'autre organe uniquement, lorsque les deux organes tenaient leur session immédiatement l'un après l'autre. Par ailleurs, il existait une différence entre l'appropriation de l'ECA par les institutions nationales et la participation réelle aux sessions, qui compromettrait l'engagement pour une Commission efficace et pertinente. Ce en dépit du Règlement intérieur de 2008 de l'ECA dont le paragraphe 2 du premier règlement définit le profil et l'engagement soutenu attendus des délégués.

14. Les Organisations non gouvernementales (ONG) et les Organisations de la société civile (OSC) ont systématiquement participé aux sessions de l'ECA et de l'ERC, mais avec des assiduités très variables. Ces variations pourraient s'expliquer par le nombre d'ONG organisations présentes dans le pays accueillant la session.

Rôle du Comité exécutif de l'ECA

15. La gouvernance de la Commission européenne d'agriculture est confiée à son Comité exécutif, qui agit au nom de la Commission au cours de la période intersessions et constitue la seule institution du système de gouvernance régionale qui soit élue par tous les Membres de l'ECA et tous les participants à l'ERC et qui les représente. Le Secrétariat de l'ECA, hébergé par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, apporte un appui aux travaux du Comité exécutif.

16. Le Comité exécutif effectue un important travail préparatoire pour l'ERC, l'ECA et les consultations informelles de la FAO. Ce travail est accompli en grande partie dans les coulisses et n'est pas visible par la grande majorité des Membres. Jusqu'à présent, le Comité a continué à répondre à ses objectifs et a exercé ses fonctions et remplit son mandat avec efficacité.

Composition du Comité exécutif de l'ECA

17. La rotation des Membres au sein du Comité exécutif est prévue par le Règlement intérieur. Entre 2002 et 2016, 22 États Membres ont été représentés dans le Comité exécutif; la plupart appartenant au groupe Autres Membres et un petit nombre faisant partie des pays du Programme.

C. Conclusions et suggestions pour l'avenir de l'ECA

18. L'évaluation a révélé que l'ECA est capable de fournir des apports utiles et pertinents à ses Membres sur les questions ayant trait à l'agriculture et au développement rural en Europe et en Asie centrale. Elle peut également apporter une valeur ajoutée à cette tâche grâce au nombre et à la diversité de ses Membres, aux rôles coordonnateur et impartial traditionnellement forts de la FAO, et à un accès facile à l'ensemble de connaissances que représente la FAO. Cependant, certains changements restent nécessaires.

19. Selon certains paramètres, la performance de l'ECA dans l'exécution de ses tâches s'est révélée satisfaisante ou élevée, notamment s'agissant de sa pertinence potentielle en tant que plateforme permettant de débattre des questions ayant trait à l'agriculture et au développement rural au niveau régional, et de la qualité de ses documents d'information. Aucune question importante n'a été notée concernant l'efficacité du processus, qui a été simplifié par la tenue de sessions indépendantes pour l'ECA et l'ERC, ni concernant les coûts.

20. L'évaluation a également montré que l'ECA manquerait à la majorité des Membres si elle devait ne plus exister. Parallèlement, une différence importante était constatée entre l'intérêt manifesté par une grande partie des Membres pour une Commission qui servirait de plateforme à la gestion des échanges et des connaissances en matière d'agriculture et de développement rural en Europe et en Asie centrale, et la mesure dans laquelle la Commission a répondu à leurs attentes en termes de perspective et de profondeur du débat technique, d'environnement propice au partage d'expériences et de connaissances, et de valeur des recommandations techniques dispensées à la FAO et aux Membres par l'intermédiaire de l'ERC. Bien que l'insatisfaction ait été plus prononcée parmi les Autres Membres, les États Membres du Programme, les partenaires fournisseurs de ressources, le personnel des ministères de l'agriculture et des organismes connexes et les représentants permanents ont également requis des changements et des améliorations.

21. L'évaluation a permis de constater qu'il y a un lien étroit entre la pertinence, l'efficacité et la valeur ajoutée de l'ECA, et l'intérêt des échanges sur des thèmes jugés pertinents par la majorité des institutions intéressés, en l'occurrence les ministères techniques de l'agriculture et organismes connexes des États Membres de l'Europe et de l'Asie Centrale. Leur participation croissante aux sessions de la Commission depuis 2006, y compris à la session de 2015, est de bon augure pour l'avenir, bien que cette croissance fragile puisse être sujette à un effondrement rapide si elle n'est pas soutenue par des améliorations significatives.

22. Parmi les éléments nécessitant des améliorations figurent les ordres du jour et l'organisation des sessions, les profils des délégués, ainsi que la composition et le rôle du Comité exécutif. D'autres aspects tels que la programmation, la durée et la localisation pourront être ajustés ultérieurement par les Membres, si cela est jugé nécessaire. Une synthèse des options possibles est présentée ci-après.

23. Des mesures possibles ont été définies concernant les ordres du jour et l'organisation des sessions:

- Chaque session de la Commission doit être axée sur un thème technique intéressant l'ensemble des Membres et abordé sous différents angles, par exemple les initiatives en cours, l'innovation, les technologies, les politiques, les besoins et les opportunités en matière de renforcement des capacités, etc.
- Lorsque c'est utile, le thème de la Commission doit être aligné sur celui de la Conférence de la FAO tout en étant envisagé du point de vue du mandat de la Commission, afin d'éviter une répétition des débats; l'ajustement minutieux du thème nécessite un processus de consultation solide avec toutes les institutions intéressées.
- Les sessions doivent apporter des connaissances et des informations supplémentaires tout en favorisant la participation active des délégués et des observateurs, éventuellement par le biais de débats menés dans le cadre des séances plénières et accompagnés d'exposés traitant du thème principal de la session, de groupes de travail, de dialogues avec des groupes d'experts, et d'analyses d'études de cas ayant trait aux expériences nationales.
- Conformément aux tendances actuelles, la participation et les contributions des ONG, des organisations de la société civile et du secteur privé doivent être encouragées et éventuellement renforcées, lorsque les Membres le jugent nécessaire.
- Les liens existant entre les débats et les recommandations de l'ECA et les processus décisionnels au sein de l'ERC doivent être rendus plus visibles; les rapports de l'ERC doivent faire explicitement référence aux informations fournies par l'ECA.
- Les sessions de l'ECA doivent prévoir des espaces permettant le dialogue entre les participants concernant les initiatives pertinentes d'aide au développement et de recherche conjointe, sur la base des expériences acquises dans ce domaine au cours des consultations informelles pour l'Europe et l'Asie centrale qui ont eu lieu à Budapest en mai 2017.

24. Comme l'ont vivement recommandé les Membres, les ODD doivent également être intégrés, selon qu'il convient, aux débats menés dans le cadre de l'ECA. Par ailleurs, conformément à la tendance actuelle, l'ordre du jour de l'ECA doit continuer à comprendre un débat sur l'égalité des sexes en tant que point permanent faisant partie du thème principal de la session.

25. Concernant les profils professionnels des délégués participant aux sessions de l'ECA, les critères établis dans le Règlement intérieur de 2008 semblent toujours très pertinents; des éléments probants de l'évaluation suggèrent qu'une participation, un sentiment d'appropriation et un engagement renforcés envers l'ECA pourraient être favorisés par la nomination d'un représentant de chaque pays Membre auprès de la Commission, qui serait issu du ministère de l'agriculture ou d'organismes connexes, ou de la Représentation permanente auprès de la FAO. Ce représentant serait responsable au sein de son pays pour toutes les questions liées à la Commission, et ce pendant un laps de temps raisonnable. Si ce rôle est assigné au sein du ministère de l'agriculture ou d'organismes connexes, le profil à rechercher serait celui de haut fonctionnaire possédant une bonne connaissance de l'agriculture et du développement rural dans la région (questions et tendances), et pouvant contribuer à définir des thèmes intéressant l'ensemble des Membres ; cela ne doit pas interdire de faire appel à des spécialistes issus du pays afin de contribuer, s'il y a lieu, aux sessions et au travail de la Commission.

26. Concernant la contribution de l'ECA à l'ERC, la décision prise par l'ERC en 2016 selon laquelle la CEF, la CEPPI et éventuellement d'autres organes statutaires de la région ainsi que l'ECA doivent être systématiquement placés sous l'autorité de l'ERC a fait ressortir la nécessité d'une coordination entre les commissions régionales concernées. Toutes les Commissions techniques régionales de la FAO en Europe et en Asie centrale disposées à effectuer cette démarche devront donc s'engager ensemble à

identifier des orientations communes pour leurs contributions respectives à la Conférence régionale pour l'Europe, à harmoniser leurs modalités d'établissement de rapports et à rechercher les possibilités de mener des débats, des exposés et des travaux conjoints sur des thèmes d'intérêt commun.

27. Le mécanisme le plus adapté semblerait être celui d'une coordination du processus par un groupe de travail informel composé des présidents et des secrétaires de toutes les commissions régionales participantes, sous la présidence alternée des présidents de ces commissions.

28. Afin que la Commission européenne d'agriculture puisse avoir une portée plus technique et s'aligner davantage sur les autres commissions techniques régionales, il serait souhaitable que le Comité exécutif se consacre exclusivement à la Commission et ne participe plus à l'organisation et au suivi de la Conférence régionale pour l'Europe et des consultations informelles. Si telle est la décision des Membres, et compte tenu du fait que le Groupe régional européen (ERG) ne peut remplacer le Comité exécutif puisqu'il ne comprend pas les républiques d'Asie centrale, de nouvelles modalités doivent être étudiées concernant les débats portant sur les questions relatives à la Conférence régionale. Deux possibilités sont apparues:

- i) La mise en place d'un groupe régional informel ERG Plus ayant pour objectif spécifique la préparation participative de la Conférence régionale et éventuellement de consultations informelles. Le groupe ERG Plus agirait en tant qu'instance plénière avec une approche semblable à celle adoptée par le Groupe des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.
- ii) La mise en place par l'ERC d'un groupe de travail ad hoc bénévole composé d'une partie de ses membres et consacré à la préparation et au suivi de la Conférence. Ce groupe de travail pourrait également compter parmi ses tâches la coordination et l'harmonisation des contributions de tous les organes statutaires qui doivent systématiquement faire rapport à l'ERC, comme décrit ci-dessus.

29. Concernant la composition du Comité exécutif, l'ensemble des thèmes techniques du mandat de l'ECA nécessite obligatoirement une compréhension à la fois de la FAO et des tendances et enjeux régionaux et mondiaux, ce qui relève généralement de l'expertise des représentations permanentes des Membres. Par conséquent, le Comité exécutif de l'ECA doit choisir au moins la moitié de ses membres ainsi que son président parmi les représentants permanents, afin de s'assurer qu'il dispose de toute une variété de points de vue et d'éviter d'adopter une position trop étroitement sectorielle. Il serait donc éminemment souhaitable que les profils des pays membres du Comité exécutif traduisent une plus grande diversité.

30. En outre, la demande des Membres pour un renforcement de la portée technique de l'ECA nécessite une plus grande diversité des appartenances professionnelles des membres du Comité exécutif qui permettrait d'apporter une expertise technique plus poussée. Pour ce faire, le Comité exécutif doit être ouvert au représentant susmentionné, issu du ministère de l'agriculture et organismes connexes du pays Membre, ou à d'autres hauts fonctionnaires pouvant contribuer de la même façon au travail de la Commission.

Scénarios possibles pour la Commission européenne d'agriculture

31. L'adoption de toutes les modifications indiquées plus haut ou de seulement quelques-unes d'entre elles conduiraient à différents types de Commissions, qui répondraient différemment aux besoins et aux attentes de leurs membres. Trois scénarios principaux ont été établis: une ECA sans changements (BAU-ECA), une ECA améliorée (I-ECA) et une ECA hautement technique (T-ECA).

ECA sans changements

32. Dans ce scénario, l'ECA est gérée et organisée de la même façon qu'en 2015, à savoir qu'elle permet toujours de partager des expériences et des connaissances sur des thèmes ayant trait à l'agriculture et au développement rural. Le Comité exécutif maintiendrait sa composition actuelle, avec

une majorité de représentants permanents; ainsi que son rôle multiple au service à la fois de l'ERC et de l'ECA, tout en fournissant des intrants pour l'organisation de consultations informelles.

33. Le risque principal que comporte ce scénario est le désintérêt croissant des institutions censées travailler avec l'ECA, en raison de son manque d'attractivité, avec le risque d'un quorum insuffisant. Il est toutefois peu probable que cela se produise dans un avenir proche et l'ECA pourrait encore se maintenir pendant un bon nombre de sessions. L'encadré 1 ci-dessous fait la synthèse des caractéristiques essentielles de ce scénario.

Encadré 1. Caractéristiques d'une ECA sans changements

Caractéristique	Description
<i>Ordre du jour des sessions</i>	Technique et programmatique.
<i>Organisation des travaux pendant les sessions</i>	Présentations en séance plénière suivies de séances de questions-réponses.
<i>Profils des délégués</i>	Représentants permanents et délégués issus de ministères de l'agriculture et autres organismes connexes, sans effort particulier entrepris dans le sens de la continuité.
<i>Rôle du Comité exécutif</i>	Coordination et soutien apportés à l'ECA, à l'ERC et aux consultations informelles.
<i>Composition du Comité exécutif</i>	Essentiellement composé de représentants permanents.
<i>Programmation des sessions</i>	Annuelle, en alternance avec l'ERC ou simultanément.
<i>Durée</i>	2 jours.

ECA améliorée

34. Le scénario d'une ECA améliorée comprendrait l'ajustement de la plupart des caractéristiques essentielles et donnerait naissance à une Commission à vocation plus technique, grâce à un ordre du jour et une organisation des travaux mieux adaptés aux débats et permettant des échanges plus centrés et plus spécialisés, favorisant une participation plus importante, une véritable appropriation et un engagement plus forts de la part des délégués.

35. Dans ce scénario, la composition du Comité exécutif ne changerait pas et il serait toujours l'interlocuteur du Secrétariat de la FAO auprès de l'ECA, de l'ERC et des consultations informelles, pendant les périodes intersessions.

Encadré 2. Caractéristiques d'une ECA améliorée

Caractéristique	Description
<i>Ordre du jour des sessions</i>	Principalement technique, les points programmatiques de l'ordre du jour sont abordés à titre exceptionnel.
<i>Organisation des travaux pendant les sessions</i>	Présentations effectuées par des conférenciers d'honneur en séance plénière, débats d'experts, groupes de travail consacrés au partage d'expériences.
<i>Profils des délégués</i>	Efforts dans le sens d'une continuité de la participation des ministères de l'agriculture et organismes connexes, sur le long terme.
<i>Rôle du Comité exécutif</i>	Coordination et soutien apportés à l'ECA, à l'ERC et aux consultations informelles.
<i>Composition du Comité exécutif</i>	Essentiellement composé de représentants permanents, avec une participation plus forte et plus systématique des pays du Programme.
<i>Programmation des sessions</i>	Annuelle, en alternance avec la Conférence régionale pour l'Europe.
<i>Durée</i>	2-3 jours.

ECA hautement technique

36. Ce scénario prévoit que la Commission européenne d'agriculture se transforme en un organe statutaire régional à vocation entièrement technique, comparable à la CEF, à la CECPAI et à d'autres organismes, et fournisse des conseils et recommandations techniques à la Conférence régionale pour l'Europe, sans autres liens avec celle-ci. Il prévoit également que le Comité exécutif se consacre exclusivement aux questions régionales d'ordre technique et à la préparation des sessions de la Commission.

37. Un groupe régional européen ERG Plus, ou un groupe de travail de l'ERC, doivent être mis en place afin d'assurer le dialogue au cours de la période intersessions avec le Bureau régional pour l'Europe et l'Asie centrale et avec la FAO concernant l'ERC et éventuellement les consultations informelles. L'encadré 3 ci-dessous fait la synthèse des caractéristiques essentielles de ce scénario.

Encadré 3. Caractéristiques d'une ECA hautement technique

Caractéristique	Description
<i>Ordre du jour des sessions</i>	Principalement technique, les points programmatiques de l'ordre du jour sont abordés à titre exceptionnel; processus consultatif solide avec les Membres pour le choix du thème principal de chaque session.
<i>Organisation des travaux pendant les sessions</i>	Présentations effectuées par des conférenciers d'honneur en séance plénière, débats d'experts, groupes de travail consacrés au partage d'expériences; communauté virtuelle de pratiques entre les délégués dans le cadre des débats intersessions.
<i>Profils des délégués</i>	Hauts fonctionnaires des ministères de l'agriculture et d'organismes connexes, qui se sont engagés auprès de la Commission européenne d'agriculture sur le long terme.
<i>Rôle du Comité exécutif</i>	Supervision et gestion de la Commission européenne d'agriculture.
<i>Composition du Comité exécutif</i>	Composition mixte, avec pour objectif 50 % de membres issus des Représentations permanentes, de même que le président, et 50 % provenant des ministères de l'agriculture et organismes connexes.
<i>Programmation des sessions</i>	Annuelle, en alternance avec la Conférence régionale pour l'Europe.
<i>Durée</i>	2-3 jours.